

Comité : Conférence des parties (COP)

Sujet : 2030, la vie à +2°C

Membres de l'état-major : Lilo Le Saux-Loudes et Domitilla Savoia

Position : Président.e.s

Introduction

« Contenir l'élévation de température *largement* sous les 2°C (par rapport à l'ère préindustrielle) et même viser à limiter cette élévation de température à 1,5°C » tel était l'objectif de la COP 21 de 2015.

Résultat en 2030 : nous vivons avec +2°C !

Déjà en 1990, le GIEC avait mis en garde la communauté internationale sur les conséquences alarmantes et multiples du dérèglement climatique aussi bien sur l'agriculture, les infrastructures, la santé.

Depuis sa première édition à Berlin en 1995, la COP a toujours eu pour objectif de réunir toutes les parties, annuellement, afin d'évaluer les mesures à mettre en place pour l'application effective de la convention des Nations unies (CCNUCC). Depuis 35 ans, chaque Conférence des Parties a rencontré ses difficultés et ses défis à relever. Cependant, comme souligné depuis la COP 21, nous sommes, encore et toujours, confrontés à une menace mondiale.

En effet, dans notre monde de 2030, la température est officiellement de +2°C.

2°C, un chiffre dont les effets sont considérables à l'échelle mondiale avec une portée et des conséquences que nous découvrons, vivons, subissons chaque année avec une intensité plus forte.

Les forêts primaires, habitats de centaines d'espèces, ont atteint un point de non-retour, les crises humanitaires sous toutes formes sont de plus en plus fréquentes ainsi que les conflits armés en découlant. Ceci représente non seulement une menace pour l'environnement, mais aussi pour le tissu économique et social qui sous-tend cette question, telles que la migration ou la santé.

L'objectif de cette COP 35 est donc de trouver enfin des solutions durables pour tous ces enjeux afin de ne pas passer le cap des +3°. Donc... c'est à vous d'agir !

Sommaire

Introduction

1. Définitions et termes clefs
2. Situation générale mondiale en 2030 à la veille de cette nouvelle COP
3. Conséquences multiples
4. Activités humaines bouleversées : les impacts sur nos modes de vie
5. La COP 35, un évènement décisif

Bibliographie



1. Définitions et termes clefs

A. Taux naturel d'extinction : la proportion d'espèces qui disparaît en l'absence de facteurs humains et hors période de catastrophe. En d'autres mots, le "taux naturel d'extinction" fait référence à la vitesse à laquelle les espèces disparaissent de manière naturelle au fil du temps, en raison de facteurs tels que l'évolution, les changements environnementaux et les interactions avec d'autres espèces. Cette mesure est souvent utilisée pour évaluer la biodiversité d'un écosystème donné et pour comprendre les dynamiques de la diversité biologique à l'échelle mondiale.

B. Une forêt primaire : également appelée forêt vierge, forêt ancienne ou forêt intacte, c'est un écosystème forestier qui n'a pas été significativement perturbé ou altéré par des activités humaines. Cette forme de forêt représente un état naturel, souvent caractérisé par une biodiversité riche, des cycles écologiques complexes et des communautés végétales et animales diversifiées.

C. ODD : Les Objectifs de Développement Durable (ODD) définissent 17 priorités pour un développement socialement équitable, sûr d'un point de vue environnemental, économiquement prospère, inclusif et prévisible à horizon 2030. Ils ont été adoptés en septembre 2015 par l'ONU dans le cadre de l'Agenda 2030. Également nommés Objectifs mondiaux, ils sont un appel universel à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

D. La transition énergétique : désigne l'ensemble des transformations du système de production, de distribution et de consommation d'énergie effectuées sur un territoire dans le but de le rendre plus écologique. Concrètement, la transition énergétique vise à modifier progressivement un système énergétique pour diminuer son impact environnemental.

E. Les combustibles fossiles : Les combustibles fossiles sont des sources d'énergie qui ont mis des millions d'années à se créer grâce à la décomposition d'organismes vivants. Ce sont le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Ils sont brûlés car ils permettent ainsi de générer beaucoup d'énergie. Ils libèrent alors du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre, qui à leur tour piègent la chaleur dans notre atmosphère, renforçant ainsi l'effet de serre, ce qui en fait l'un des principaux responsables du réchauffement planétaire et du changement climatique.

F. GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a rédigé son premier rapport en 1990. Il a servi de base à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

G. CCNUCC : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Aujourd'hui, l'adhésion à la Convention est quasi universelle. Les 197 pays qui l'ont ratifiée sont appelés Parties à la Convention. La CCNUCC est une « Convention de Rio », l'une des trois adoptées lors du « Sommet de la Terre de Rio » en 1992. Ses conventions sœurs sont la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention sur la lutte contre la désertification (CLD).

H. L'effet de serre : c'est un phénomène naturel par lequel les gaz naturellement présents dans l'atmosphère (principalement la vapeur d'eau) retiennent une partie de la chaleur émise par notre planète. Cet effet naturel a permis à la vie de se développer grâce à une température moyenne de 15°C. Les activités humaines (transport, construction, industrie, agriculture, etc.) génèrent de gigantesques quantités de gaz à effet de serre (principalement du CO₂, mais aussi du méthane, du N₂O, des gaz fluorés, etc.). En s'accumulant dans l'atmosphère, ces gaz amplifient l'effet de serre naturel au point de dérégler le climat.

2. Situation générale mondiale à la veille de cette nouvelle COP

Cela fait des années que la quantité de pertes humaines et matérielles ne fait que croître. Sur les 7 dernières années, l'ONU a relevé plus de 150 millions de victimes de catastrophes naturelles. Que ce soit du a des « petites » catastrophes localisés ou des événements de plus grande ampleur, les effets du réchauffement climatique se font de plus en plus sentir à travers le monde.

Méga feux de forêt qui frappent constamment l'Australie, la Californie, le Chili depuis 2025, inondations catastrophiques en Inde qui firent plus de 200 000 de morts et des millions de déplacés en 2028, désertification du Sahel, l'Amazonie n'est plus l'ombre que d'elle-même en raison de la surexploitation jusqu'au point de non-retour : partout le réchauffement climatique et son cortège de malédictions.

En réponse à toutes ces catastrophes, un nouveau mouvement écologique international prônant la sobriété et la décroissance a vu le jour. Des franges radicales optent pour des actions violentes sous la forme d'attentats et autres. La société est clivée sur la question écologique, avec une partie de la population préoccupée et active et une autre conservatrice, prônant la préservation de la société patriarcale et ses activités économiques polluantes.

Cependant, les causes, pour lesquelles nous déclarons une situation de crise mondiale, ne s'arrêtent pas là dans un monde à +2 °C ! Au-delà des événements météorologiques extrêmes, il y a le défi de la perte de la biodiversité, notre alliée contre le changement climatique, en raison de sa capacité d'absorber une quantité énorme de gaz à effet de serre. Une telle perte d'écosystèmes ne bouleverse pas que l'économie, et la vie de millions d'espèces, mais elle bouscule énormément notre vie quotidienne à nous, les Hommes, vivants sur cette terre depuis bien longtemps.

Outre les difficultés entre Etats, les conflits d'usage entre agriculteurs et acteurs du tourisme, entre villes et campagnes, entre usages domestique et industriel se sont multipliés. Le dérèglement climatique provoque une augmentation de la consommation d'énergie en raison des besoins accrus en climatisation, des modifications de l'efficacité énergétique et des changements dans les comportements de consommation.

Qui sont les acteurs ?

Ils sont multiples, privés et publics :

- Tout d'abord, tous les Etats sont concernées (anciennes puissances ou Etats émergents, Etats asiatiques ou sahéliens, pays producteurs d'énergies vertes ou de pétrole...);
- Ensuite les Firmes multinationales dont les enjeux économiques priment ;
- Puis les Organisations internationales, comme l'Union européenne, l'Union africaine... qui tentent de mobiliser les acteurs étatiques et économiques en vue d'accroître leur influence ;
- Enfin les ONG et la société civile qui essayent pour certaines de contrebalancer les effets néfastes d'autres acteurs peu scrupuleux dont les pratiques nuisent à la société et à l'environnement alors que d'autres soutiennent activement les acteurs pollueurs.

Nous sommes donc tous acteurs !

Quelques exemples : En 2030, la vie à +2°C se traduit par une augmentation de 10 à 20 % des risques de conflits meurtriers dans le monde. En effet, au Nigeria en raison de vagues de sécheresse plus de 350 000 hectares de terres sont désertifiés par an, provoquant des tensions entre agriculteurs. Cette violence alimente l'augmentation de recrues pour des groupes djihadistes comme Boko Haram.

Au Moyen-Orient, le changement climatique aggrave les tensions entre des pays comme l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à partir de la poursuite par ce dernier du projet de grand barrage sur le Nil.

Certaines mesures et possibles solutions pour lutter contre les défis climatiques menacent directement l'équilibre mondiale. Concrètement, les pays riches en ressources cruciales pour les technologies vertes, comme le lithium pour les batteries électriques, peuvent bénéficier économiquement de cette situation, tels que le Chili, la RDC, mais surtout la Chine, qui va en profiter pour renforcer son influence mondiale dans le domaine énergétique.

La Chine, depuis le lancement son nouveau projet de mondialisation en 2013 appelé 'Les nouvelles routes de la Soie', vise à consolider ses échanges commerciaux tout se concentrant sur des domaines considérés comme stratégiques aux vues de sa situation économique difficile.

Cependant son impact écologique ne reste pas sans conséquences négatives. La construction d'infrastructures, telles que les voies ferroviaires, les autoroutes, etc... mobilisent des millions de personnes, dégradent la végétation et détruisent la biodiversité. De plus, ces constructions ont conduit à la diminution de la qualité de l'air et de l'eau. Par ailleurs, la production industrielle chinoise contribue activement depuis des décennies au dérèglement climatique.

3. Conséquences multiples

3.1. Multiplication des catastrophes naturelles

Les défis climatiques d'un monde de +2 °C sont à l'échelle mondiale, continentale, régionale. En 2030, plus de 560 catastrophes naturelles surviennent chaque année dans le monde causant environ 150 millions de victimes par an, selon les études de l'ONU.

Il y a cinq ans nous avions encore assez de pluie durant les saisons à risque, cependant, désormais les pays subissent plus d'inondations importantes que de précipitations régulières et des sécheresses plus longues. Ces deux phénomènes climatiques sont liés : L'augmentation des températures mondiales entraîne des périodes de pluies plus intenses, mais moins fréquentes tout au long de l'année. Ce qui engendre de longues périodes de sécheresses avec les sols qui deviennent secs et durs et les réserves d'eau deviennent vides. Ensuite, lorsqu'il pleut, l'eau a du mal à s'infiltrer dans le sol sec. Au lieu de cela, elle ruisselle rapidement sur la surface, ce qui augmente le risque d'inondations.

Sur 3,3 milliards de personnes qui vivaient dans des zones vulnérables, plus de 8% sont désormais forcées à abandonner leurs habitats et leurs routines pour trouver un abri sans danger. La hausse des niveaux de mers est désormais de 0,4 mètre. Cela signifie que la montée des eaux submerge, peu-à-peu, les territoires où vivent actuellement près de 280 millions de personnes dans le monde. Ceci affecte plus de 117 millions de personnes et notamment les populations des îles du Pacifique comme Tuvalu, Kiribati, ou encore Tokelau. Mais la Chine, l'Inde et le Bangladesh suivis par le Canada figurent également en tête de liste des pays qui sont touchés.

Face à l'urgence climatique, les pays pauvres sont les plus touchés ! Dans de nombreuses régions plus pauvres, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes a pour conséquence une augmentation drastique de la mortalité, de la faim et de la pauvreté.

Les phénomènes météorologiques dus au changement climatique ont également de nombreux impacts économiques. Le GIEC estime que le PIB mondial pourrait diminuer de quelques points de pourcentage pour un réchauffement de 2 à 3°C. De plus, les changements climatiques mènent à un ralentissement de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, les destinations touristiques sont également modifiées.

Le dérèglement climatique est de plus un multiplicateur de risques. Il est lié à des contextes de conflits ou tensions, qui provoquent de graves crises alimentaires ou humanitaires, elles-mêmes causes de déplacements forcés.

L'impact du changement climatique sur les mouvements de population a été reconnu dès le premier rapport du GIEC en 1990, qui mentionnait que « *l'impact le plus important du changement climatique pourrait concerner les migrations et les déplacements de populations* ».

Pourtant, et malgré les preuves et les alertes, aucun accord de profondeur a été convenu internationalement qui permette de protéger ces réfugiés en 2030.

3.2. Biodiversité

« Les sociétés du monde entier ont besoin d'écosystèmes sains et fonctionnels pour soutenir la vie humaine », affirme Sandeep Sengupta, Coordinateur mondial sur les changements climatiques de l'UICN (l'Union internationale pour la conservation de la nature).

Les promesses n'ont pas été tenues. Seulement 12% des ODD ont été atteints. Malgré l'entrée en vigueur des cinq piliers du développement durable de l'Agenda 2030 (débuté en 2015), et malgré la première loi sur la restauration de la nature de l'UE, la situation de 2030 est préoccupante.

Il est vrai que certaines espèces peuvent s'adapter rapidement aux changements, cependant il ~~reste~~ restent toujours plus d'un million de plantes et d'animaux menacés d'extinction. *L'étude de Science Advances* estime à 75% le taux d'espèces animales vouées à disparaître à l'horizon 2035.

On compte plus de 1 à 2,5 % d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens, de reptiles et de poissons déjà disparus en 2030. Cela signifie 20% de la biodiversité disparu. Ce taux d'extinction des espèces pourrait être 100 fois plus élevé que lors des précédentes extinctions massives. La sixième extinction est en marche.

Les forêts primaires

La forêt amazonienne, essentielle pour la régulation climatique et la biodiversité, est menacée par les incendies, la déforestation et la sécheresse. Pourtant, elle héberge 10 % de la biodiversité mondiale, stocke une quantité de carbone équivalente de 15 à 20 ans d'émissions humaines. 17% de l'Amazonie a été déboisée en 2024, et ce chiffre a atteint plus de 20% en 2030, malgré la déclaration du président Lula, qui a promis de mettre fin au phénomène d'ici 2030, conduisant à un point de non-retour. Cependant, l'espoir réside dans le bassin du Congo, moins touché jusqu'à présent par l'exploitation forestière. De plus, le Gabon a réussi à protéger 30% de son territoire en aires protégées en 2030. Il est crucial d'agir maintenant pour préserver ces écosystèmes vitaux. Ce massif forestier d'une superficie d'environ 240 millions d'hectares couvre six pays à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine. Les forêts d'Afrique centrale contiennent plusieurs forêts primaires – qui sont des forêts intactes qui n'ont pas encore été défrichées –, et les tourbières dans la cuvette centrale du bassin du Congo, qui sont de grands puits de carbone.

Emprisonnant des milliers de tonnes de carbone, les forêts du bassin du Congo jouent un rôle primordial dans la lutte contre le changement climatique, en absorbant le dioxyde de carbone de l'atmosphère. En raison de cette importance cruciale dans l'atténuation climatique, la préservation des forêts du bassin du Congo est devenue une priorité mondiale, dont la conservation durable et la gestion responsable suscite une mobilisation politique et financière internationale.

Les récifs coralliens et les océans

Les récifs coralliens, cruciaux pour la vie marine, couvrent seulement 0,2% de la surface des océans mais hébergent 32% de la biodiversité marine, avec plus de 800 000 espèces. Les humains dépendent des récifs pour la sécurité alimentaire, la protection côtière qu'ils procurent face aux vagues, inondations ou cyclones, ou pour des raisons culturelles et religieuses comme au Kenya par exemple. Les récifs coralliens peuvent absorber plus de 90% de la force des vagues. Un réchauffement de + 2 °C entraîne la mort de la quasi-totalité (plus de 99 %) des récifs, impactant gravement les communautés côtières qui dépendent de la pêche, telles que nombreuses îles, comme les Samoa et Tonga. Sans parler du tourisme que ces piliers de la vie marine apportent comme la grande barrière de corail en Australie.

Le blanchissement des coraux est un phénomène de dépérissement des coraux, animaux marins, qui se traduit par une décoloration de l'animal (et du récif) à la suite de l'expulsion des zooxanthelles symbiotiques (les algues qui vivent en symbiose avec les coraux). Quand le corail subit un blanchissement, cela ne veut pas dire qu'il meurt mais il est plus fragile. Les coraux ont la capacité d'y survivre mais ils deviennent beaucoup plus vulnérables au moindre stress. Si les conditions ne changent pas le corail meurt impactant durablement son écosystème.



3 milliards de personnes dépendent directement des ressources de l'océan. Les poissons, mollusques et crustacés représentent les principales sources de protéines animales dans la plupart des pays en voie de développement.

« *Des vagues de chaleur marine aux impacts importants, potentiellement dévastateurs* », selon l'institut européen Copernicus. « *6 années consécutives de températures record* », selon la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) américaine.

« *Assez d'énergie absorbée en une année pour faire bouillir 2,3 milliards de piscines olympiques* », dit une étude publiée par la revue *Advances in Atmospheric Sciences*, le 11 janvier 2030.

Pacifique équatorial, Atlantique Nord, Méditerranée, mer des Caraïbes... Toutes ces zones océaniques sont restées durablement dans le rouge ces 6 dernières années, avec souvent des anomalies de températures plus impressionnantes que celles observées dans l'atmosphère.

Au niveau global, la moyenne des températures de surface (Sea Surface Temperature, SST) mesurées dans le monde entier a battu ses records mensuels d'avril 2023 à décembre 2029, atteignant le niveau inédit de 25,1°C en août 2029. Endroit particulièrement scruté, l'Atlantique Nord a connu des SST exceptionnelles de juin à décembre 2009, avec des anomalies bien supérieures à la moyenne. Le 31 août 2029, la SST a atteint un record de 28,19 °C

Le « blob », une canicule marine qui a eu lieu dans le nord-est du Pacifique et en Alaska, entre 2014-2016, 2025-26 et 2028-29 a réduit la prolifération de phytoplancton, ce qui a diminué la masse de zooplancton et de petits poissons et la mort d'environ 1 million d'oiseaux, selon les données d'une étude publiée le 18 octobre 2022 dans la revue *Nature Reviews Earth & Environment*. « *Avec la poursuite du réchauffement, ces événements et leurs impacts devraient s'aggraver : les modèles climatiques prévoient que leur fréquence pourrait augmenter de 50 fois d'ici à 2080 à 2100 par rapport à 1850 à 1900* », concluent les auteurs.

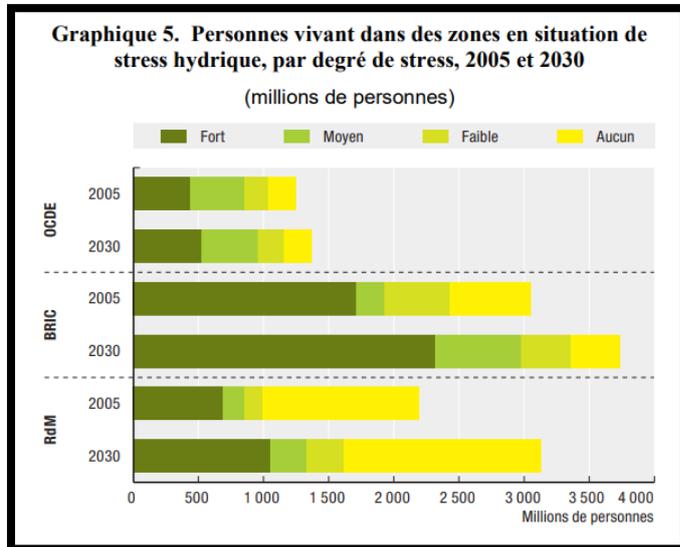
Les terres arables et insécurité alimentaire

En 2030, une diminution nette de la fertilité des sols a été constatée ainsi qu'une érosion de ceux-ci notamment en Afrique. Selon le rapport de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale

scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), la dégradation des terres a entraîné une réduction de la production agricole de 23%.

En outre, la pénurie d'eau s'est aggravée, le nombre de personnes vivant dans des régions touchées par un fort stress hydrique a augmenté d'un milliard, pour atteindre plus de 3.9 milliards. Les plantes et les océans jouent un rôle clé dans la capture de carbone et le cycle de l'eau est étroitement lié aux organismes vivants.

C'est une urgence pressante !



Par conséquent, la perte de biodiversité compromet l'approvisionnement en eau douce, la pénurie de sols fertiles ainsi que les défis de la pollinisation des cultures. Elle réduit également notre capacité à lutter contre le changement climatique, à nous y adapter et à atténuer les risques naturels. De nombreuses communautés qui dépendent d'une série de produits biologiques pour leur bien-être matériel, en souffre énormément.

Une analyse approfondie montre que, mondialement, on dispose de suffisamment de terres, de sols et d'eau, et d'un potentiel adéquat d'augmentation des rendements, pour pouvoir atteindre les niveaux de production nécessaires. L'accroissement des rendements est plus lent que par le passé.

Mondialement, les producteurs ont satisfait dans le passé la demande solvable du marché, et il y a de grandes chances qu'ils continuent de le faire. Mais la demande solvable ne représente pas le besoin total d'aliments et autres produits agricoles, car des centaines de millions de personnes n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter ce dont elles ont besoin ou ne disposent pas des ressources leur permettant de le produire elles-mêmes.

Si le monde dans son ensemble offre un potentiel de production suffisant, on rencontre toujours des problèmes d'insécurité alimentaire au niveau national ou à celui des ménages. Dans les milieux urbains, l'insécurité alimentaire reflète généralement une insuffisance de revenus, alors que dans les milieux ruraux pauvres elle est souvent indissociable des problèmes affectant la production alimentaire. Dans beaucoup de régions du monde en développement, la majorité des personnes dépend encore de l'agriculture locale pour son alimentation et/ou ses revenus, mais le potentiel des ressources locales quant à de nouvelles augmentations de la production est très limité, tout du moins dans les conditions technologiques actuelles, les régions semi-arides et les régions affectées par des problèmes d'érosion des sols sont les plus touchées.

Dans de telles régions, l'agriculture doit être développée par le soutien à la recherche et à la vulgarisation agricoles et par la mise à disposition de crédits et d'infrastructures, parallèlement à la création d'autres possibilités de revenus. Sinon, l'insécurité alimentaire locale restera très répandue. *Source : FAO (Food and Agriculture Organisation)*

Les dérèglements climatiques impactent directement les rendements agricoles et les prix. Les hausses de températures et canicules sont responsables d'une sécheresse accrue des terres et d'une baisse de leur fertilité, impactant la qualité nutritionnelle des cultures.

Pourtant, le développement de l'agriculture est l'un des leviers les plus puissants sur lequel agir pour mettre fin à l'extrême pauvreté, renforcer le partage de la prospérité et nourrir les environ 8,6

milliards d'individus. Le secteur agricole joue un rôle crucial dans la hausse des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

En 2030, l'espace méditerranéen figure parmi les régions les plus affectées par le changement climatique, en raison de la sécheresse et de la hausse des températures. Il n'y a plus d'huile d'olive en Europe, il n'y a plus d'agriculture en général dans toutes les zones méditerranéennes. Les Européens du Sud migrent vers le Nord.

L'Espagne, quatrième puissance agricole européenne, est en situation de crise. Le risque de désertification menace près de 70% du territoire espagnol. L'Espagne est la plus grande consommatrice d'eau par habitant en Europe, bien qu'elle soit parmi les pays les moins dotés en ressources hydriques. 23% seulement de la surface cultivée est irriguée, mais cette partie joue un rôle essentiel, étant responsable de 65% de la production agricole espagnole.

Les réservoirs d'eau étant sous les moyennes normales, des mesures limitant la consommation sont adoptées dans les régions les plus touchées. Les productions agricoles à la baisse incitent le gouvernement à mettre en avant un plan d'urgence évalué à plus de 2 milliards d'euros.

Les usines de dessalement d'eau de mer et le recyclage fonctionnent à plein régime, à tel point qu'aujourd'hui 58% de l'eau consommée à Barcelone vient de la mer ou de stations de recyclage des eaux usées. Mais cette part peut difficilement augmenter car les infrastructures sont au maximum de leur capacité.

L'alerte rouge dans le secteur de l'agriculture est présente depuis quelques années. Non seulement l'Espagne fait face à la pire sécheresse de son histoire récente, mais également le Maroc qui connaît des pics de chaleur inhabituels. Cet état d'urgence est d'autant plus inquiétant pour l'économie des pays méditerranéens, sachant que les restrictions obligent les agriculteurs à réduire leur consommation d'eau de 80% pour les cultures. Comment lutter contre ces défis économiques pour assurer une agriculture durable ?

3.3. L'énergie

Transition durable

La transition énergétique est en berne, de nombreux Etats retardent cette transition, l'évitent. La consommation d'énergie mondiale ne fait que croître ; 110 millions de personnes supplémentaires ont accès à l'électricité, les modes de consommation ont, en réalité, peu changé et la demande en énergie ne cesse d'augmenter. Cette croissance contribue à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne a progressivement abandonné son Pacte vert au profit d'un retour à l'utilisation du charbon avec la réouverture de ses mines.

Dans le monde, globalement, l'installation d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques a fortement augmenté ainsi qu'un renforcement du nucléaire avec la construction et rénovation de nombreuses centrales. Un projet de barrages en mer du nord est examiné entre l'Angleterre/France et la Norvège/Ecosse.

L'Afrique a pris le relais en matière énergétique en devenant le premier producteur d'énergie solaire mondiale. L'utilisation de la biomasse et autres types d'énergies renouvelables rendent le continent africain attractif pour les investisseurs.

Les énergies fossiles sont encore bien présentes, notamment avec l'utilisation, certes en baisse, du pétrole.

L'Asie continue, elle aussi, de développer les énergies durables tout en restant fort ancrée dans le charbon dont elle est le premier producteur mondial. La Chine a subi une lourde récession, les faillites des entreprises qui ont mené à un repli nationaliste et une baisse des investissements en Afrique. Les investissements chinois se concentrent désormais sur les ressources énergétiques, les terres rares et les terres agricoles.

À la suite de la guerre en Ukraine, la Russie est très affaiblie. Les relations commerciales entre l'Europe au sujet des hydrocarbures ne s'améliorent pas mais de nouveaux clients tel que l'Inde et la Chine confirment leur position d'acteurs clefs.

En Amérique latine, la transition se poursuit avec des pays assez avancés comme notamment le Nicaragua, le Salvador ou encore l'Uruguay. Le tournant vers la gauche qu'a pris le continent a permis une réduction de l'utilisation des énergies fossiles et une promotion du renouvelable.

Les Etats Unis sont leaders en matière de production d'infrastructures pour les énergies renouvelables (solaire, éolien et hydroélectrique) grâce à la deuxième phase du plan Biden.

Donc la question à se poser ici reste : Comment agir face à la croissance continue de la demande mondiale d'énergie et ses impacts sur le changement climatique ? Mais surtout comment abandonner les énergies fossiles, les principaux responsables du réchauffement planétaire, tout en répondant à nos besoins énergétiques ? D'autre part, en parlant des échanges commerciaux, comment assurer des relations commerciales équilibrées et éviter des tensions géopolitiques complexes liées aux ressources énergétiques ?

4. Activités humaines bouleversées : les impacts sur nos modes de vie

De nos jours, avec les phénomènes météorologiques extrêmes, la destruction de la biodiversité, l'augmentation de la consommation d'énergie et bien plus, notre vie quotidienne est complètement bouleversée. Les activités humaines prennent une forme différente dans beaucoup de domaines, notamment le transport, l'agriculture et l'alimentation, mais également la pêche qui sont particulièrement vulnérables car ils dépendent fortement des ressources naturelles.

Le transport de 2030

En 2030, l'activité de transport augmente de façon substantielle, tant pour le transport de personnes (+20% de passagers-kilomètres) que pour le transport de marchandises (+68% de tonnes-kilomètres). En particulier en Asie et en Amérique latine, la consommation d'énergie des transports continue sa croissance soutenue. En Chine, cette croissance est la plus élevée : la consommation d'énergie routière augmente d'un facteur cinq en 2030.

L'impact sur l'environnement se ressent. Les émissions de CO₂ (le principal gaz à effet de serre) du transport augmentent de 12% en 2030.

L'aérien :

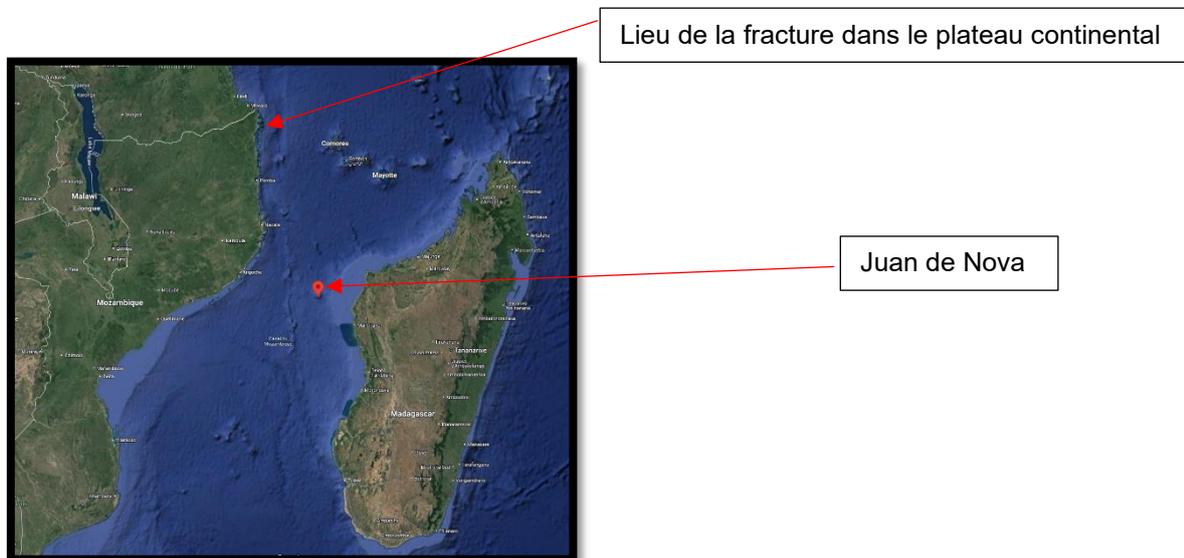
L'augmentation du trafic aérien a accru la formation de cristaux de glace résultant de la condensation autour des avions volant à haute altitude. Ceux-ci piègent la chaleur et amplifient le réchauffement climatique.

Par ailleurs, les précipitations intenses et les ouragans plus fréquents perturbent le transport aérien et endommagent les infrastructures.

Le transport maritime :

L'élévation du niveau de la mer a déjà englouti une partie des zones du Pacifique, d'autres zones côtières et leurs infrastructures de transport maritime, comme les ports sont toujours sous pression. Les navires faisant escale dans les ports de l'UE ont généré plus de 140 millions de tonnes d'émissions de CO₂ en 2030.

De même, les marées noires dues aux naufrages de navires sont en augmentation. De même, la course aux ressources a entraîné la plus grosse marée noire en 2028 à la suite de la rupture de la colonne reliant la plateforme Hodina Oil au plateau continental, une très grande marée noire a impacté 900 km de côtes. Cette rupture a entraîné une fracture dans le plateau continental à 3000m de profondeur. La marée noire a recouvert les plages comoriennes et mahoraises ruinant la pêche, le tourisme, la faune (les récifs coralliens) et la flore (la mangrove). Des boulettes de pétrole ont été repérées au large de Juan de Nova (Aire marine protégée française). En 2030, la situation n'est toujours pas revenue à la normale et les secteurs de la pêche et du tourisme sont sinistrés dans le Canal du Mozambique impactant les Comores, Mayotte et Madagascar.



5. La COP35, un évènement décisif

Le réchauffement climatique touche et perturbe tous les secteurs d'une société, tant économiques que sociaux. Le tourisme, le mode de consommation, le mode de production, les infrastructures sont totalement déstabilisées, sans parler des échanges commerciaux régulièrement troublés par des défaillances. Le réchauffement climatique entraîne des conséquences géopolitiques majeures.

Parler de l'avenir de la biodiversité revient à parler de l'avenir de l'Homme. Nous sommes au cœur d'un écosystème fragile, nous explique Xavier Le Roux, directeur de la fondation pour la recherche sur la biodiversité. Au-delà des écosystèmes, il y a des grands défis à régler tels que la croissance continue de la consommation mondiale d'énergie, la disparition d'îles et de péninsules, le manque d'eau douce et le problème de la sécurité alimentaire. Comment faire face à ces obstacles, si même nos activités quotidiennes sont bouleversées et nous ne savons plus comment s'y prendre ?

Malgré tant de conférences, d'accords et d'objectifs fixés, tels que l'accord de Paris de 2015 et les ODD, nous sommes arrivés au stade que nous craignons et dont nous avons le plus peur : vivre

avec + de 2°C de température moyenne par rapport aux niveaux préindustriels. Ce péril semblait lointain.

Les valeurs proposées dans ce rapport apportent des preuves supplémentaires de l'intensité du réchauffement global, conséquence des activités humaines. « *Les océans sont des sentinelles pour surveiller l'état actuel mais aussi l'évolution à venir du changement climatique*, résumé M^{me} von Schuckmann. *Et le constat est clair : ils se réchauffent, en surface et en profondeur. Aujourd'hui, la Terre est en déséquilibre énergétique à cause des gaz à effet de serre et environ 90 % de cet excès de chaleur est absorbé par l'océan. Analyser comment ils se modifient avec le temps est un bon indicateur des changements à l'échelle de la planète.* »

Une situation qui va s'aggraver de manière certaine. « *De nombreux changements dus aux émissions passées et futures de gaz à effet de serre sont irréversibles pendant des siècles, voire des millénaires, en particulier les changements dans les océans, les calottes glaciaires et le niveau mondial de la mer* », peut-on ainsi lire dans le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Pouvons-nous encore agir ou est-ce déjà trop tard ? Comment pouvons-nous vivre et nous adapter à un tel environnement où presque tous les jours de nouvelles catastrophes naturelles se produisent dans les différentes régions du monde ?

La COP 35 sera-t-elle à la hauteur pour proposer des solutions réellement durables et efficaces face à ces défis majeurs, afin d'éviter le scénario redouté des +3°C de réchauffement climatique en chemin pour lequel nous sommes ? Un monde à 4°C serait en partie invivable !

Bibliographie

La biodiversité :

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-10/LPR%202022%20FINAL_Page_pageBD.pdf

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/l-agenda-2030-du-developpement/article/l-agenda-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-odd>

<https://www.forbes.fr/environnement/la-foret-amazonienne-au-point-de-non-retour-et-en-passe-de-devenir-un-gigantesque-desert/>

<https://www.nationalgeographic.fr/environnement/la-sixieme-extinction-massive-a-deja-commence>

https://environment.ec.europa.eu/strategy/biodiversity-strategy-2030_en

<https://www.transition-europe.eu/fr/news/les-objectifs-de-developpement-durable-odd-sont-loin-detre-atteints>

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/l-agenda-2030-du-developpement/article/l-agenda-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-odd>

<https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/le-bassin-du-congo-poumon-de-la-planete-au-coeur-du-one-forest-summit-forets-tropicales-environnement-afrique-2249646.html>

<https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recit/voici-ce-qu'il-se-passerait-si-les-forets-tropicales-disparaissaient>

Le transport :

https://www.opcomobilites.fr/fileadmin/user_upload/Espace_Observatoires/Etudes_et_publications/WEB_Livret-prospective-Maritime.pdf

<https://www.oecd.org/greengrowth/greening-transport/41380980.pdf>

<https://transportgeography.org/contents/chapter4/transportation-and-environment/>

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/2024/02/11/trinite-et-tobago-la-maree-noire-toujours-pas-contenue-QTHKWYVUUFDNBPZPBJ57OIQ5OA/>

https://read.oecd-ilibrary.org/environment/perspectives-de-l-environnement-de-l-ocde-a-l-horizon-2030_9789264040502-fr#page564

Les catastrophes naturelles :

<https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079732>

<https://reliefweb.int/report/world/lelevation-du-niveau-de-la-mer-assiege-les-villes-cotieres-africaines-en-plein-essor>

<https://www.oneheart.fr/actualites/560-catastrophes-naturelles-pourraient-se-produire-chaque-annee-dici-2030>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2015/12/climat-rechauffement-montee-des-eaux/>

<https://climat.be/changements-climatiques/consequences/economie>

Les acteurs :

<https://www.touteleurope.eu/environnement/union-europeenne-chine-etats-unis-qui-emet-le-plus-de-gaz-a-effet-de-serre/>

<https://www.revolution-energetique.com/transition-du-charbon-vers-le-gaz-fossile-aux-etats-unis-une-revolution-illusoire/>

<https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/zero-emission/les-objectifs-de-baisse-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-sont-tres-lointains-et-ont-tendance-a-retarder-la-transition-estime-francois-gemenne-8009184>

https://www.liberation.fr/environnement/climat/climat-chine-et-etats-unis-vont-travailler-ensemble-pour-lutter-contre-le-rechauffement-un-moment-significatif-avant-la-cop28-20231116_JJJ2K56MDVFQDGFDMB7KQ2D3JY/

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050>